
Le projet El-Khomri, c'est la négation du Code du travail

Le Code du travail existe, depuis 1910, parce qu'il faut protéger les travailleurs, qui sont subordonnés au patron. Ce code, les travailleurs l'ont imposé peu à peu par leurs luttes. Pour les fonctionnaires, l'équivalent du code du travail, c'est leur statut.

Le projet de loi El Khomri veut démanteler tout cela.

Il veut « limiter » les droits des salariés « *par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise* » : les intérêts des patrons entreraient donc dans le Code, pour mieux le détruire !

Ce projet brise la solidarité entre les salariés en cassant **la hiérarchie des normes** (la loi, aujourd'hui, s'impose aux branches professionnelles. Un accord de branche ne peut qu'améliorer la situation du salarié. L'accord d'entreprise ne peut lui aussi qu'être meilleur).

Et dans l'entreprise, ce sera l'individualisation à outrance avec le CPA (compte personnel d'activité).

Le cœur du projet El Khomri : le compte personnel d'activité (CPA)

Le CPA, c'est le fichage informatique, c'est un livret individuel qui suivra le salarié toute sa vie, concernant par exemple sa formation.

Le CPA fera suite aux fichiers informatiques qui fliquent les élèves, dont le nouveau Livret Scolaire du Lycée.

Il comportera un Compte engagement citoyen (CEC), vrai fichier politique mentionnant les activités « volontaires » comme le service civique, le bénévolat associatif, etc.

Le CPA ne peut être préservé, ne peut être amélioré, il doit être éliminé par la mobilisation.

On ne négocie pas ! On ne va pas au ministère !

Le projet El-Khomri n'est pas négociable. Donc, on ne va pas au ministère. Sinon, cela aide l'adversaire. Ainsi le 17 mars, tous les syndicats sont allés discuter : cette « concertation » a permis au gouvernement de gagner du temps et l'appui de la CFDT contre des miettes.

De même, le gouvernement prévoit des concertations sur le CPA avec les syndicats de fonctionnaires. Puis décidera par ordonnance.

Imposer le retrait du projet, infliger une défaite au gouvernement serait un point d'appui pour briser toutes les mesures et lois réactionnaires.

Pour aboutir, la grève totale s'impose. Cela implique que les salariés et, la jeunesse puissent contrôler leur propre mobilisation et les directions de leurs syndicats.

Les assemblées générales d'entreprises et d'universités, les comités de grève, les coordinations nationales sont donc nécessaires.